



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté 23 DEC. 2020

réglementant les activités exercées par la Société TARANIS DU ROUVRAY – Rue Désiré Granet 76 800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY à l'issue du réexamen IED

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution dite "IED" (Industrial Emissions Directive) ;
- Vu la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime (hors classe) - M. DURAND (Pierre-André) ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;
- Vu l'arrêté n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2000 réglementant les activités de la société TARANIS DU ROUVRAY à Saint Etienne du Rouvray ;
- Vu le courrier de l'inspection en date de février 2014 actant la rubrique 3110 comme rubrique principale du site et le BREF associé le BREF LCP ;
- Vu le porter-à-connaissance de l'exploitant en date du 30 juillet 2017 demandant notamment une réduction de la puissance de la chaudière CH8 et l'implantation d'une nouvelle chaudière gaz CH14 ;

- Vu le dossier de réexamen transmis par courriel du 10 août 2018 et le rapport de base adressés par courriel du 13 novembre 2018 par TARANIS DU ROUVRAY conformément aux articles R.515-70 à 74 du code de l'environnement ;
- Vu les observations présentées par l'exploitant par courriel du 9 juillet 2020, le 4 août 2020 et 17 novembre 2020;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2020;
- Vu le projet d'arrêté porté le 02 décembre 2020 à la connaissance du demandeur ;
- Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant.

Considérant :

- que la société TARANIS DU ROUVRAY exploite régulièrement une centrale de cogénération à Saint Etienne du Rouvray ;
- que l'établissement est soumis à autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que par ailleurs, l'établissement exploite des installations de combustion qui sont régies par la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution dite "IED" (Industrial Emissions Directive) ;
- que les dites installations doivent être exploitées conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- que l'objet du présent arrêté est de mettre à niveau les dispositions applicables sur le site, notamment en matière de rejets atmosphériques en application des meilleures technologies disponibles du document de référence BREF LCP relatif aux grandes installations de combustion ;
- qu'aucune demande de dérogation au BREF LCP n'a été formulée par l'exploitant ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTÉ

Article 1^{er} -

La société TARANIS DU ROUVRAY dont le siège social est situé au **148-152 Route de la Reine - CS 60049 à Boulogne-Billancourt 92 513** est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées dès notification du présent arrêté, concernant son établissement situé à **Saint Etienne du Rouvray rue Désiré Granet**.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue, au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 -

L'établissement demeure soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 5 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 –

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rouen :

1° par les demandeurs, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 7 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposé à la Mairie de Grand-Couronne et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Saint Etienne du Rouvray pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint Etienne du Rouvray fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de Seine-Maritime l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

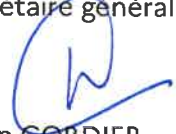
Article 8 -

Le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et de la mer, le Directeur de l'agence régionale de santé, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

Fait à ROUEN, le

23 DEC. 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général



Yvan CORDIER

PROJET DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMPLEMENTAIRES TARANIS DU ROUVRAY

**Vu pour être annexe
à mon arrêté en date**

du : 23 DEC. 2020
Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**



Yvan CORDIER

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	5
CHAPITRE 1.5 RÉGLEMENTATION.....	6
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	7
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	7
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	8
CHAPITRE 2.3 SUIVI DU COMBUSTIBLE.....	8
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - PROPRETÉ.....	9
CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	9
CHAPITRE 2.6 DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS.....	9
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	9
CHAPITRE 2.8 ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.....	9
CHAPITRE 2.9 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE.....	10
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	12
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	12
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	13
TITRE 4 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	19
CHAPITRE 4.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	19
CHAPITRE 4.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	19
CHAPITRE 4.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	20
CHAPITRE 4.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	21
TITRE 5 - ECHEANCIER.....	22
CHAPITRE 5.1 : ÉCHÉANCIER D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS.....	22

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TARANIS du ROUVRAY dont le siège social est situé 148-152 Route de la Reine - CS 60049 – 92 513 Boulogne-Billancourt est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Saint Etienne du Rouvray rue Désiré Granet des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des articles 1^{er}, 25 à 30 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2000 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions relatives aux installations (tableau 1°) et à la prévention de la pollution de l'air de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2007 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2008 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 - INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 4 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3110	/	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	5 installations de combustion <u>Installation de combustion n°1 - 49,9 MW</u> Chaudière CH8 : 49,9 MW Combustible : charbon <u>Installation de combustion n°2 - 322 MW</u> Cogénération : 2 turbines de 108 MW et 2 chaudières CH 12 et CH13 de post-combustion de 53 MW Combustible : gaz naturel <u>Installation de combustion n°3 (16,2 MW fonctionnant en appoint)</u> Chaudière CH10 – 7,7 MW Chaudière CH 11 – 8,5 MW Combustible : gaz naturel <u>Installation de combustion n°4 – 85,4 MW</u> Moteurs 32 x 2,67 MW soit 85,4 MW Combustible : gaz naturel Installation bénéficiant de la durée de fin de vie (APC du 31/12/15) <u>Installation de combustion n°5 – 23 MW</u> Chaudière CH14 – 23 MW Combustible : gaz naturel Total : 495,6 MW	495,6 MW

4801	/	A	Houille, coke, lignite ; charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Stockage du charbon pour la chaudière 8 Quantité maximale susceptible d'être présente : 1 silo journalier de 50T 1 Silo de stockage de 600 T	650 tonnes
2921	a	E	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	2 Tours aéroréfrigérantes d'une puissance thermique évacuée unitaire de 2450 kW soit une puissance de 4900 kW	4900 kW

A (Autorisation), E (Enregistrement).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion.

ARTICLE 5 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et adresses suivants :

Communes	Parcelles	Adresse
Saint Etienne du Rouvray	Section AN n°0177	rue Désiré Granet

ARTICLE 6 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

	Puissance des installations
Chaudière 8	49,9 MW
Chaudière 10	7,7 MW
Chaudière 11	8,5 MW
Chaudière 12	53 MW
Chaudière 13	53 MW
TAG1	108 MW
TAG2	108 MW
32 moteurs	85,4 MW
Chaudière 14	23 MW
1 silo à charbon	50 tonnes
1 silo à charbon	600 tonnes
TAR 1	2450 kW
TAR 2	2450 kW

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 7 : CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 8 : PORTER À CONNAISSANCE

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 9 : MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 10 : ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 11 : TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 12 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 13 : CESSATION D'ACTIVITÉ

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (PAR-RAP-18-20561B-FR - Rapport de base St-Etienne-du-Rouvray-FINAL du 21 août 2018).

CHAPITRE 1.5 RÉGLEMENTATION

ARTICLE 14 : RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
31/10/12	Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11/03/10	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
07/07/09	Arrêté du 7 juillet 2009 relatif à aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence en vigueur.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

ARTICLE 15 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 16 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 17 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 18 : MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant met en place un système de management environnemental proportionné à la taille de l'entreprise comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

ARTICLE 19 : PLAN DE GESTION DES DECHETS

L'exploitant réalise un plan de gestion des déchets. Ce plan englobe les flux de déchets de l'établissement notamment ceux liés aux procédés de combustion. Ce plan détaille les procédures permettant l'optimisation de la gestion des déchets de manière à maximiser dans l'ordre de priorité et en prenant en compte le cycle de vie :

- la prévention des déchets, c'est à dire maximiser la proportion de résidus qui sont des sous-produits ;
- La préparation des déchets en vue de leur réemploi, c'est à dire en fonction des critères spécifiques de qualité requis ;
- Le recyclage des déchets ;
- D'autres formes de valorisation des déchets

ARTICLE 20: GESTION DES PÉRIODES « OTNOC » (OTHER THAN NORMAL OPERATING CONDITIONS)

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs, visées à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013
- Les périodes de démarrage et d'arrêt de l'installation sont définis par les critères suivants :

Appareil de combustion	Période démarrage	Période d'arrêt
Turbines à gaz	La période de démarrage de la turbine est achevée à l'atteinte de 70 % de la puissance électrique nominale	La période d'arrêt de la turbine est achevée quand la puissance passe en deçà de 70% de la puissance électrique nominale
Chaudière 12	La période de démarrage de la chaudière est achevée à l'atteinte de 40 % de la puissance thermique	La période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 40% de la puissance thermique
Chaudière 13	La période de démarrage de la chaudière est achevée à l'atteinte de 40 % de la puissance thermique	La période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 40% de la puissance thermique

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions

Le plan de gestion de ces périodes « OTNOC » contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 21

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, produits absorbants, manches et poches de filtre, etc ...

CHAPITRE 2.3 SUIVI DU COMBUSTIBLE

ARTICLE 22

L'installation utilise du charbon et du gaz

L'exploitant dispose d'un programme de contrôle des caractéristiques des combustibles comprenant notamment une caractérisation initiale et un contrôle régulier de la qualité du combustible.

Les paramètres et substances à caractériser sont décrits dans le tableau ci-dessous. La fréquence des contrôles y est fixée.

Combustible	Substances/paramètres à caractériser	Périodicité
Charbon	PCI humidité Composés Volatils, cendres, Carbone, H, S	1 fois par mois
	Br, CL, F, N, O	A la première livraison d'un nouveau fournisseur
	Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Ti, V, Zn)	A la première livraison d'un nouveau fournisseur

TARANIS s'attachera à une sélection attentive du charbon prioritairement à faible teneur en soufre, éventuellement en azote et mercure afin de réduire les émissions de polluants. Un cahier des charges définit ces critères de sélection.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - PROPRETÉ

ARTICLE 23

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

ARTICLE 24

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS

ARTICLE 25

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 26

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les dossiers de modifications ou études de dangers validées,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

ARTICLE 27 : AUTORISATION D'ÉMETTRE DES GAZ À EFFET DE SERRE

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Seuil	Puissance	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	20 MW	495,6 MW	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

Dans les vingt jours ouvrables suivant la date de publication de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant fournit les informations nécessaires à l'administrateur national du registre pour l'ouverture d'un compte de dépôt d'exploitant dans le registre de l'Union.

L'exploitant informe le préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle auront lieu les changements.

ARTICLE 28 : SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement n° 601/2012 modifié relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 modifié relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée.

Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le Préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement 601/2012 modifié. L'exploitant notifie ces modifications importantes au préfet pour approbation dans les meilleurs délais.

Lorsque le rapport de vérification, établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions, fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au Préfet avant le 30 juin.

ARTICLE 29 : DÉCLARATION DES ÉMISSIONS AU TITRE DU SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Conformément à l'article R.229-20 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au plus tard le 28 février de chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente, vérifiée par un organisme accrédité à cet effet. La déclaration des émissions est vérifiée conformément au règlement 600/2012 modifié concernant la vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre et des déclarations relatives aux tonnes-kilomètres et l'accréditation des vérificateurs. Le rapport du vérificateur est joint à la déclaration.

Obligations de restitution

Conformément à l'article R.229-21 du code de l'environnement, l'exploitant restitue au plus tard le 30 avril de chaque année un nombre de quotas correspondant aux émissions vérifiées totales de son installation au cours de l'année précédente.

ARTICLE 30 : ALLOCATIONS

La délivrance de quotas gratuits est soumise aux dispositions des articles R.229-9 et suivants du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.229-16-1 du code de l'environnement, l'exploitant informe au plus tard le 31 décembre de chaque année le préfet de tout changement prévu ou effectif relatif à ses installations visées dans le SEQE :

- extension ou la réduction significative de capacité,
- modification du niveau d'activité, notamment la cessation totale ou partielle ou la reprise après cessation partielle.

CHAPITRE 2.9 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

ARTICLE 31 : MANAGEMENT DE L'ÉNERGIE

L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie adapté à son établissement. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

ARTICLE 32 : MESURE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant procède à une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale des unités exploitées (calcul des ratio énergétiques journaliers sur une fréquence mensuelle).

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 33 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 34 : POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 35 : ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 36 : VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 37 : ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents (chaux ;...) sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les stockages des autres produits en vrac (charbon...) doivent être réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés ; à défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction et de l'implantation, que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 38 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NFX 44-052 et EN 13284-1 doivent être respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 39 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Identification de la cheminée	N° de conduit	Installations raccordées	Puissance unitaire nominale (MW)	Date de mise en service ou dernière modification substantielle	Combustible
Installation de combustion n°1					
CH8	1	Chaudière CH8	49,9	1986 2016 (abaissement de la puissance)	Charbon
Installation de combustion n°2					
CH12	2	Chaudière CH12	53	01/2001	Gaz naturel
CH13	3	Chaudière CH13	53		
TAG1	4	Turbine à Gaz 1	108		
TAG2	5	Turbine à Gaz 2	108		
Installation de combustion n°3					
CH10	6	Chaudière CH10	7,7	2001 (changement de combustible : passage du fioul au gaz naturel)	Gaz naturel
CH11	7	Chaudière CH11	8,5		
Installation de combustion n°4					
M1	8	Récupérateur n°1 associé aux 16 Moteurs	32 x 2,67 = 85,4	2007	Gaz Naturel
M2	9	Récupérateur n°2 associé aux 16 Moteurs		2007	Gaz Naturel
Installation de combustion n°5					
CH14	10	Chaudière CH14	23	05/2018	Gaz Naturel

Les conduits de chaque installation de combustion sont indépendants. Ces conduits sont supportés par des cheminées distinctes.

Les conduits sont construits en matériaux suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Les conduits sont régulièrement entretenus. L'entretien portera sur les foyers, les chambres de combustion, l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et les appareils de filtration et d'épuration.

Un tableau des ramonages devra être affiché dans la chaufferie.

ARTICLE 40 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Hauteur (m)	Appareil de combustion	Diamètre intérieur (m)	Débit nominal Nm3/h sec et ramené en O ₂	Débit réel humide en m3/h	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
1	75	CH8	1,8	57 700**	99440	8
2	35	CH12	3	311 500 *	561600	8
3	35	CH13	3	311 500 *	561600	8
4	30	TAG1	3	311 500***	959900	8
5	30	TAG2	3	311 500 ***	959900	8
6	28	CH10	0,6	7050 *	13700	8
7	28	CH11	1	7700 *	19100	8
8	32	Moteurs 1	1,26	48 900 ***	105300	8
9	32	Moteurs 2	1;26	48 900 ***	105300	8
10	35	CH14	1,1	23 300*	35600	8

* : exprimé à 3 % d'O₂ ; ** : exprimé à 6% d'O₂ *** : exprimé à 15 % d'O₂

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toute évacuation de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

ARTICLE 41 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS POUR LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O₂ de 3 % pour les chaudières gaz, 6 % pour la chaudière charbon et 15 % pour les turbines et moteurs.

Paramètres	n° de conduit - Concentration moyenne (journalière ou en échantillonnage) –						
	n°1 (Chaudière CH8)	N°2 et 3 (Chaudières CH12 et CH13) mode air frais	N°2 et 3 Mode cogénération	N°4 et 5 (TAG 1 et TAG2) mode électrogène pur	N°6 et 7 (Chaudières CH10 et CH11)	N°8 et 9 (moteurs) bénéficiant de la dérogation fin de vie	N°10 (Chaudière CH14)
Teneur en O ₂	6,00 %	3,00 %	15,00 %	15,00 %	3,00 %	15,00 %	3,00 %
Débit Nm ³ /h sec et ramené en O ₂	57700	311500	311500	311500	7050 / 7700	48900	23300
SO _x exprimés en SO ₂ (mg/Nm ³)	1100 jusqu'au 31/12/2024 puis 400	35	10	10	35	35	-
NO _x (mg/Nm ³)	400	(j) = 110 (m) = 100 (a) = 100	(j) = 55 (m) = 55 (a) = 45	(j) = 55 (m) = 50 (a) = 50	150	380	100
Poussières (mg/Nm ³)	50 jusqu'au 31/12/2024 puis 30	5	10	10	5	100	-
CO (mg/Nm ³)	250 puis 200 à compter du 1/1/2025	100	80	85	100 à compter du 1/1/25	650	100 à compter du 1/1/2025
HAP (mg/Nm ³)	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-
COVNM en carbone total (mg/Nm ³)	110	110	-	-	-	-	-
HCl	30	-	-	-	-	-	-
HF	25	-	-	-	-	-	-
Dioxines et furanes (ng I-TEQ/Nm ³)	0,1	-	-	-	-	-	-
Mercure Hg	0,05	0,05	0,05	0,05	-	-	-
Cadmium Cd	0,05	0,05	0,05	0,05	-	-	-
Thallium Tl	0,05	0,05	0,05	0,05	-	-	-
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-
As+Se+Te	1	1	1	1	-	-	-
Plomb et ses composés	1	1	1	1	-	-	-
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20	10	10	10	-	-	-

* (j) = valeur moyenne journalière – (m) = valeur moyenne mensuelle – (a) = valeur moyenne annuelle

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 42 : VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluants la masse de polluant rejeté par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Valeurs limites des flux de polluants rejetés HORS MOTEURS

Paramètres	Echéance	n°1 (Chaudière CH8)	N°2 et 3 (par conduit) air frais	N°2 et 3 (par conduit) cogé	N°4 et 5 (par conduit)	N°6 (Chaudière CH10)	N°7 (Chaudière CH11)	N°10 (Chaudière CH14)
Tonne / an								
SOx exprimés en SO ₂	Jusqu'au 31/12/2024	445	76	22	22	1,7	1,9	-
	A partir du 01/01/2025	162	76	22	22	1,7	1,9	-
NO _x en équivalent NO ₂	-	162	218	98	109	7,4	8,1	16
Poussières	Jusqu'au 31/12/2024	20	11	22	22	0,25	0,27	-
	A partir du 01/01/2025	12	11	22	22	0,25	0,27	-
CO	Jusqu'au 31/12/2024	101	218	175	186	-	-	-
	A partir du 01/01/2025	81	218	175	186	4,9	5,4	16
COVNM en carbone total	-	44	240	240	-	-	-	-
HCl	-	12	-	-	-	-	-	-
HF	-	10	-	-	-	-	-	-
Kilo / an								
HAP	-	40	218	218	218	-	-	-
Mercure Hg	-	20	109	109	109	-	-	-
Cadmium Cd	-	20	109	109	109	-	-	-
Thallium Tl	-	20	109	109	109	-	-	-
Cd + Hg + Tl et leurs composés	-	40	218	218	218	-	-	-
As+Se+Te et leurs composés	-	404	2183	2183	2183	-	-	-
Pb et ses composés	-	404	2183	2183	2183	-	-	-
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	8087	21830	21830	21830	-	-	-
gramme / an								
Dioxines et furanes (I-TEQ/Nm3	-	40 g	-	-	-	-	-	-

VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS POUR LES MOTEURS

	Flux en tonne par an jusqu'en 12/2023
SO_x exprimés en SO₂	12 t / an sans dépasser 23 t sur l'ensemble de la période 01/2020-12/2023
NO_x en équivalent NO₂	130 t / an sans dépasser 249 t sur l'ensemble de la période 01/2020-12/2023
Poussières	34 t / an sans dépasser 66t sur l'ensemble de la période 01/2020-12/2023
CO	223 t / an sans dépasser 433 t sur l'ensemble de la période 01/2020-12/2023

ARTICLE 43 : FLUX TOTAL ANNUEL

Sans préjudice des flux et concentrations à chacun de équipements réglementés, le rejet annuel de l'établissement est limité en flux total (hors installation de combustion 4 relative aux moteurs) :

Paramètres	Echéance	Total établissement
SO _x exprimés en SO ₂	Jusqu'au 31/12/2024	600 t
	A partir du 01/01/2025	317 t
NO _x en équivalent NO ₂	-	629 t
Poussières	Jusqu'au 31/12/2024	42 t
	A partir du 01/01/2025	34 t
CO	Jusqu'au 31/12/2024	553 t
	A partir du 01/01/2025	543 t
HCl	-	12 t
HF	-	10 t
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	51,7 t
HAP (mg/Nm ³)	-	476 kg
Mercure Hg	-	238 kg
Cadmium Cd	-	238 kg
Thallium Tl	-	238 kg
Cd + Hg + Tl et leurs composés	-	476 kg
As+Se+Te et leurs composés	-	4770 kg
Pb et ses composés	-	4770 kg
COVM en carbone total	-	524 t
Dioxines et furanes	-	40 g

TITRE 4 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 4.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 44 : PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Toutefois d'autres méthodes peuvent être retenues lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, par un organisme extérieur compétent.

ARTICLE 45 : MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 4.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 46 : AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

ARTICLE 47 : PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant respecte les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- arrêté ministériel du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Paramètres	n°1 (Chaudière CH8)	N°2 et 3 (mode air frais)	N°4 et 5 (TAG 1 et TAG2) si mode cogé ou électrogène pur	N°6 et 7 (Chaudières CH10 et CH11)	N°8 et 9 (moteurs)	N°10 (Chaudière CH14)
Débit	Continu ou estimation journalière	Détermination par le calcul	Continu	Continu ou Estimation journalière	Continu	Continu
Température	Continu	Continu	Continu	Continu ou Estimation journalière	Continu	Continu
Pression	Continu	Continu	Continu	Continu ou Estimation journalière	Continu	Continu
Humidité	Les échantillons sont séchés avant mesure des émissions. Dans ce cas, pas de mesure d'humidité.					
Teneur en O ₂	Continu	Continu	Continu	Continu ou Estimation journalière	Continu	Continu
SO _x	Continu	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
NO _x	Continu	Continu	Continu	Estimation journalière	Continu	Continu
Poussières	Continu	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	-
CO	Continu	Continu	Continu	Estimation journalière	Continu	Continu
HAP	Annuelle	-	-	-	-	-
COVNM	Annuelle	-	-	-	-	-
HCl	Annuelle	-	-	-	-	-
HF	Annuelle	-	-	-	-	-
Hg	Annuelle	Annuelle				
Dioxines et furanés	Annuelle	-	-	-	-	-
Métaux	Annuelle	-	-	-	-	-

L'exploitant procède pour chaque paramètre à un contrôle par organisme agréé 1 fois par an.

ARTICLE 48 : RESULTATS DES MESURES

L'exploitant assure en permanence, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association agréée de gestion d'un réseau de mesure de la pollution atmosphérique, une surveillance des conséquences de ses émissions de polluants sur la qualité de l'air dans le voisinage de l'établissement.

CHAPITRE 4.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 49 : RESULTATS DES MESURES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 4.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 50 : ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 4.2 du mois précédent.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé avant la fin de chaque période (3 mois) à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 51 : DECLARATION DES EMISSIONS

L'exploitant effectue la déclaration annuelle de ses émissions conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 auquel est soumise l'installation.

CHAPITRE 4.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 52 : DOSSIER DE RÉEXAMEN

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L.515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

TITRE 5 - ECHEANCIER

CHAPITRE 5.1 : ÉCHÉANCIER D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

ARTICLE 53

Article concerné	Prescriptions	Délai
Article 18	Mise en place d'un système de management environnemental	08 / 2021
Article 17	Rédaction de consignes d'exploitation écrites des opérations et d'arrêt des équipements	Immédiat
Article 19	Mise en place d'un plan de gestion des déchets	08 / 2021
Article 20	Rédaction d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement du dispositif de traitement des fumées pour la chaudière 8	immédiat
Article 20	Intégration d'un plan de gestion des périodes OTNOC* dans le SME.	08 / 2021
Article 22	Formalisation des paramètres à analyser lors d'une caractérisation initiale du combustible (en cas de changement de fournisseur par exemple) et lors des contrôles réguliers.	immédiat
Article 38	Mise en conformité du point de prélèvement de la passerelle 14	Avant le prochain contrôle
Article 47	Mise en place d'une mesure annuelle sur les paramètres HF et HCl sur le rejet atmosphérique associé à la chaudière 8.	immédiat
-	Définir des actions pour un meilleur réglage des paramètres de combustion sur la turbine gaz n°2 et sur la chaudière 13 afin de limiter ses émissions en CO	immédiat